

COMPARAISON. ACCES A L'EAU, USAGES DOMESTIQUES, ESPACES QUOTIDIENS DE PARTAGE.

Nous avons commencé cette partie en nous intéressant aux dimensions spatiales et relationnelles du partage de l'eau au quotidien à Caño de Loro et à Tuti, que nous nous sommes proposé d'observer à travers la circulation de cette ressource entre les usagers. Pour apporter quelques éléments de réponse à nos questionnements, nous avons commencé par décrire les différents procédés nécessaires à la construction à la fois sociale et matérielle des lieux d'habitation. Cela nous a permis de comprendre les relations de l'espace privé de la maison avec un espace plus ample – « anonyme », « public », ou « collectif » – qui sont différentes selon que l'on se trouve à Tuti ou à Caño de Loro. En dépit de ces contrastes, nous avons pu indiquer que dans les deux cas étudiés, l'articulation des espaces privés et publics dépend en grande partie des manières de fonder le lieu d'habitation, mais aussi des formes d'héritage foncier.

Dans un deuxième temps, une analyse minutieuse des usages domestiques de l'eau nous a amenés à dégager l'étroite relation entre la matérialité de cette ressource, l'architecture des maisons et l'agencement quotidien de la vie domestique. Les relations médiatisées par l'eau comptent en effet parmi les plus répétitives et visibles dans l'espace domestique au quotidien. En outre, l'observation des modalités d'accès à l'eau et des usages de celle-ci a été utile pour aborder la manière dont les habitants des deux villages intègrent dans leur quotidien des processus naturels et sociopolitiques qui les dépassent, tout en conservant une marge d'action et de négociation à l'égard de ces processus.

Ensuite, nous sommes revenus de façon critique sur la notion d'« unité domestique » en tant que catégorie d'analyse en portant notre attention sur les moyens par lesquels les ménages accèdent à l'eau, et sur l'économie de cette ressource à l'intérieur des lieux d'habitation. Dans le cas de Tuti, nous avons ainsi pu déceler la superposition de la notion de « ménage », telle qu'elle est définie en termes administratifs pour la distribution de l'eau, avec les pratiques quotidiennes des usagers. La définition de l'espace de consommation de l'eau devient en ce sens le *locus* de rencontre de logiques diverses.

Enfin, nous nous sommes penchés sur la description des lieux de partage créés par les échanges d'eau en dehors des espaces domestiques : cette démarche nous a conduits à affirmer que les transferts d'eau et les emprunts d'« objets hydriques » contribuent de

manière active à la « production de la localité ». Bien que nombre de ces transactions ne soient pas codifiés formellement, elles peuvent être comprises comme des logiques soutenant une gestion collective de l'eau qui tient compte des besoins et des conditions d'accès des voisins et des parents.

6.1. Articulations hydriques des espaces publics et privés

6.1.1. *Le détachement des lieux privés de l'espace public, fondation de la maison*

La mise en perspective des diverses formes de création d'un nouvel espace d'habitation à Tuti et à Caño de Loro nous a amené à identifier plusieurs différences, à commencer par des questions matérielles et historiques. A Tuti, la totalité de l'espace insulaire a été appropriée depuis l'enregistrement de 1925 et la propriété privée, qu'elle soit individuelle ou celle d'un groupe de personnes, demeure le principal mode d'accès et de gestion des ressources foncières (§ 5.2.1). A l'inverse, l'appropriation des terres par l'occupation et la construction des bâtis reste encore possible à Caño de Loro, bien que l'affirmation de la possession d'une parcelle ne garantisse pas sa propriété effective (§ 4.2.1). Comme nous l'explique l'un des habitants de Caño de Loro dans un entretien : « même quand tu as tes papiers à toi, il y a des gens qui veulent t'envahir » (entretien 29, 31/08/2012). Des jeunes couples ou des jeunes hommes se sont ainsi appropriés des terrains vagues ou abandonnés par d'autres pour créer leur logement.

Par ailleurs, chacun des deux cas étudiés dispose de leurs propres procédés de fondation d'un espace d'habitation : à Tuti, les gens s'affairent à dessiner des cartes, à faire des calculs géométriques, à définir et à consigner les résultats de l'héritage ainsi qu'à diviser les parcelles pour planifier l'étalement des zones habitées. En revanche, les gens de Caño de Loro se mettent souvent ensemble pour occuper un terrain en qualifiant souvent eux-mêmes leur pratique d'« invasion ». Il convient cependant de noter que dans les deux cas analysés, la création d'un nouvel espace d'habitation s'appuie sur des procédures particulières, qu'il s'agisse de quadriller l'espace agricole à Tuti (§ 5.2.2.2) ou de nettoyer un *monte* à Caño de Loro (§ 4.2.1). Dans chaque contexte, ces actions visent à « extraire » une parcelle d'un espace plus vaste pour se l'approprier en tout en la personnalisant, ce qui permet en dernière instance de lui donner son statut d'espace habitable. Or, cet espace plus vaste, dont les gens « détachent » leur lieu d'habitation, peut avoir un statut bien différent selon le cas étudié : à Tuti, il s'agit de réclamer le droit à une parcelle dans un terrain qui appartient à un groupe de

parents³⁴⁵ ; tandis qu'à Caño de Loro, la procédure de nettoyage a d'abord pour objectif l'appropriation d'un espace inculte ou abandonné, non socialisé – puisque non labouré et inhabité –, bien que quelqu'un d'autre ait pu en avoir réclamé la propriété auparavant. Dans les deux cas, ce n'est qu'après avoir procédé à ces différentes formes de socialisation – l'occupation à Caño de Loro ou la division de l'héritage à Tuti – que les individus obtiennent une reconnaissance collective, plus ou moins formelle, de leur espace d'habitation. Il s'agit du premier pas pour que les terrains puissent intégrer entièrement un cycle d'enregistrement, vente, location ou encore héritage.

Nos deux cas d'étude divergent également sur les prescriptions pour l'héritage : écrites à Tuti, elles y sont impératives pour accéder à la terre alors qu'elles demeurent orales à Caño de Loro. L'héritage est donc plus souple et moins conflictuel à Caño de Loro dans la mesure où les gens peuvent accéder aux ressources foncières par d'autres biais. Par ailleurs, les pratiques de l'héritage nous ont permis d'évoquer rapidement certains modèles – de parenté, d'alliance, d'héritage, de résidence – qui ont été mobilisés en anthropologie pour comprendre les relations unissant les individus dans nos deux cas d'étude. Il s'agit des droits coutumiers et du « mariage arabe » à Tuti (§ 5.2.1) ainsi que la résidence et la parenté matrifocales à Caño de Loro (§ 4.2.2). Si la mise en comparaison de contextes aussi éloignés fait ressortir certaines différences qui deviennent saillantes – comme l'importance des femmes dans l'économie domestique à Caño de Loro en relation à celles de Tuti –, l'observation des formes d'accès et de gestion de l'eau nous a permis d'intégrer les critiques faites à ces modèles anthropologiques dans chaque tradition académique³⁴⁶.

Selon Arjun Appadurai, les différentes manières de fonder l'espace d'habitation peuvent être conçues en tant qu' « opposition » des individus ou des groupes à quelque chose d' « autre » (2001, p. 263). En appliquant cette hypothèse aux cas étudiés il est possible de considérer le *monte* à Caño de Loro comme cette altérité qu'il s'agit de socialiser et dans une moindre mesure le groupe de parents à Tuti avec lesquels il faut négocier pour extraire une parcelle habitable du terrain possédé collectivement. Or, il nous semble que la procédure de création, tout comme la nature de cet « autre », sont étroitement liées au rapport entretenu par les individus et les groupes avec leur espace social et géographique plus ample. Les bornes

³⁴⁵ Cela suppose que les habitations individuelles sont placées dans un voisinage dont les membres peuvent être unis par des relations de parenté bien que ces configurations puissent changer dans le temps, avec les déménagements ou la location des habitations

³⁴⁶ Nous avons notamment évoqué les critiques émises par Pierre Bonte (1994a, 1994b) sur la notion de « mariage arabe » et celles de Christine Chivallon (1998) et de Karen Fog Olwig (1981) quant au modèle de matrifocalité.

des espaces d'habitation, mais aussi de l'espace socialisé sont créées, entre autres, par le partage de l'eau. Ainsi, Marcel Détiéne nous invite à nous poser des questions sur la limite des sites : « d'où vient-elle ? » dit l'auteur, « est-elle fixe, mouvante, poreuse, à claire-voie, inviolable ? Est-elle toujours à retracer ? Ou bien, si elle est définitivement tracée, comment, par quels moyens ? » (DETIENNE 1990, p. 2). A Tuti, l'espace privé a une double limite, en l'occurrence celle de la cour et celle de la maison (§ 5.3.1) qui est planifiée souvent très à l'avance et de manière définitive. A cette délimitation correspond un partage de l'eau plus cantonné à l'espace domestique et un accès qui se fait largement par l'intermédiaire de techniques plus ou moins individuelles à l'instar des tuyaux et des motopompes. S'agissant de Caño de Loro, nous avons noté que la limite de l'espace privé y est graduellement instaurée avec le porche (§ 4.3), et paraît plus « poreuse » en ce qu'elle comporte divers échanges d'eau avec l'extérieur, comme le captage de l'eau de pluie, le déplacement de récipients ou le stockage externe de l'eau. Ces interactions impliquent des relations interpersonnelles renouvelées au quotidien par le biais de l'eau.

En outre, les pratiques qui concernent l'accès à l'eau constituent des gestes à la fois concrets et métaphoriques marquant la spatialité des univers domestiques : le robinet et les *sabīl* à l'entrée des maisons de Tuti peuvent nous informer sur les différentes procédures de territorialisation des groupes domestiques autant que la mise en place d'auvents pour capter les eaux pluviales à Caño de Loro. Plus encore, la circulation de l'eau et les formes d'accès à cette ressource au jour le jour apparaissent profondément liés à la construction matérielle de l'espace d'habitation par le perçage des murs, l'extension des tuyaux ou l'installation de dispositifs de captage de l'eau, qu'il s'agisse des motopompes à Tuti ou des chéneaux à Caño de Loro. Ces bricolages ajoutent de la valeur économique et symbolique à l'espace d'habitation.

Il est aussi important de souligner que les modalités de gestion de l'eau et les usages que l'on en fait semblent en lien direct avec le fonctionnement de l'espace domestique par la différenciation sexuelle des activités et leur distribution au sein du lieu d'habitation. Enfin, le captage et les usages de la ressource hydrique mettent en relation les individus qui traversent la maison en longueur de journée : pour toutes ces raisons, l'eau apparaît comme un élément indéniablement lié à l'espace domestique.

6.1.2. L'intégration de processus politiques et écologiques dans l'espace domestique

L'une des similitudes importantes entre Tuti et Caño de Loro concernant les formes d'accès à l'eau réside dans le fait qu'il n'existe pas de flux constant d'eau au quotidien dans aucun de ces deux villages, les saisons affectant directement la disponibilité de l'eau au niveau domestique. A titre d'exemple, les tuyaux et motopompes peuvent se boucher à Tuti pendant la crue du Nil, tandis que les habitants de Caño de Loro doivent faire face, en plus des saisons sèches, à une période venteuse qui rend difficile l'accès à l'eau du continent dès lors que la traversée de la baie en bateau devient ardue. Bien que l'on doive garder les proportions de ces discontinuités du flux d'eau dans chaque contexte, l'analogie entre les deux villages est renforcée par le fait que les questions de disponibilité d'eau n'y sont pas exprimées par les usagers en termes de « pénurie » ou de « crise ».

Dans nos deux cas d'étude, les activités quotidiennes et saisonnières – autant les pratiques d'échange et les modalités d'usage que les manipulations techniques – visent à pallier cette discontinuité du flux d'eau. A ce titre, les habitants de Tuti mettent en place des ensembles techniques composés de châteaux d'eau et de motopompes et stockent d'importantes quantités d'eau près des robinets principaux des toilettes et de la cuisine (§ 5.3). Afin de disposer de cette ressource de manière plus permanente, les gens de Caño de Loro installent des dispositifs mobiles pour le captage de l'eau des pluies composés de chéneaux sous les auvents et de récipients divers. Les ménages adaptent en outre les usages de l'eau aux saisons et, comme à Tuti, chacun procède à un stockage permanent (§ 4.3). Dans les deux cas étudiés, la capacité de mise en place de ces systèmes techniques améliorant l'accès à l'eau est liée à la connaissance que les habitants ont de leurs demeures. Cette connaissance est le résultat du rapport que les gens entretiennent avec leur espace d'habitation qui est d'autant plus fort lorsqu'ils ont participé à leur édification, bien qu'à l'inverse de Tuti, le village de Caño de Loro puisse être considéré comme un espace d'auto-construction.

Or, ces techniques, si diverses soient-elles, marquent les corps et les mémoires ainsi que les manières de gérer l'eau. A Tuti, les femmes qui transportent des jerricans à longueur de journée sont plus aptes à calculer les quantités d'eau utilisées par jour pour chaque activité que celles qui disposent de motopompes, de châteaux d'eau et de plusieurs robinets dans la maison. Ces dernières ont en effet une vision moins précise dans la mesure où elles peuvent seulement déterminer le nombre de jours que peut durer l'eau stockée dans un réservoir (§ 5.3.2). A Caño de Loro, le rythme de circulation de l'eau change d'une saison sur l'autre en

affectant les manières d'estimer les quantités utilisées : si le comptage des parts d'eau est minutieux en été, les échanges s'intensifient durant la période des pluies pendant laquelle la ressource des réservoirs domestiques est offerte ou vendue avec plus de facilité (§ 4.3).

Pourtant, la « présence active » et la visibilité au quotidien de l'eau dans l'espace domestique comportent une dimension politique. Certains auteurs ont montré comment l'invisibilisation des processus d'accès à cette ressource dans l'espace domestique urbain peut conduire à une dépolitisation de cet espace et des individus qui l'habitent (KAIKA 2004 ; KAIKA et SWYNGEDOUW 2000 ; STRANG 2004). Dans cette logique, la dissimulation de l'eau contribuerait à une idéalisation de la maison comme étant indépendante de processus sociaux et naturels plus vastes. A Tuti et à Caño de Loro, la visibilité intense de la ressource dans les lieux d'habitation, les différentes manipulations quotidiennes et le stockage permanent témoignent à l'inverse d'une intégration de la nature inconstante, fluide et intermittente de l'eau dans l'espace domestique. Cette place de l'eau reste en partie liée à une conception particulière du présent et du futur incorporant la variabilité des saisons et les pannes techniques dans le champ de ce qui n'est ni entièrement prévisible, ni tout à fait contrôlable. Il s'agit d'une perception particulière du « risque » à partir de laquelle les gens ont appris à se projeter dans le futur et à prévoir la gestion de contraintes liées à l'eau.

En outre, les dysfonctionnements du système à Tuti et l'absence de réseau à Caño de Loro mettent leurs habitants face aux limites des infrastructures urbaines et du modèle de gestion de l'eau au sein de la ville. En conséquence les individus, dans les deux cas étudiés, sont confrontés à la dimension politique de l'accès à l'eau en milieu urbain puisque leur approvisionnement est soumis à des décisions diverses, prises à différentes échelles, et qui dépassent souvent les consommateurs.

Si la discontinuité de l'eau révèle l'aspect politique des systèmes urbains d'adduction, les actions quotidiennes entreprises par les habitants des deux villages face à cette situation relèvent quant à elles d'une micro-politique des usagers. En mettant en place des tactiques et des stratégies pour restituer l'écoulement permanent de l'eau et sa disponibilité en continu, les habitants des deux villages déploient tout un pouvoir de création qui peut être rapproché des « manières d'employer » propres à l'acte de consommation qu'à évoqué Michel de Certeau (1990, p. xxxvii).

6.1.3. Le partage de l'eau et les dynamiques des groupes domestique

D'après certains auteurs, les notions de « maison » ou de « ménage » renvoient à « des entités sociales et spatiales qui condensent des valeurs et des logiques inscrites dans des contextes culturels particuliers » (COMAROFF et COMAROFF 1992, p. 278). Ainsi, si les logiques de regroupement domestique sont différentes selon que l'on se trouve à Tuti ou à Caño de Loro, la mise en perspective de leur fonctionnement à partir des usages de l'eau nous a permis de dégager un point commun important. Dans une approche en termes économiques – qu'elle soit académique ou administrative –, il s'agit de définir le ménage ou l'« unité domestique » comme un groupe de personnes qui, tout en partageant un lieu d'habitation, contrôlent leurs propres ressources et décident ensemble de leur distribution³⁴⁷. Toutefois, l'observation comparée de nos deux cas montre que cette catégorie d'analyse rend difficilement compte de certains liens et dynamiques domestiques au quotidien.

Nous avons ainsi pu constater qu'à Caño de Loro, les enfants – hommes ou femmes – bâtissent souvent leurs demeures, une fois qu'ils sont en couple, au sein du *patio* de leurs parents (§ 4.2.3). C'est aussi le cas à Tuti lorsque les enfants – surtout les hommes – construisent leur maison dans la cour (§ 5.2.4). Dans le premier cas, l'économie des diverses familles nucléaires vivant ensemble n'est pas toujours mise en commun et le partage des ressources et des revenus peut changer dans le temps selon la situation des différents membres du groupe. Dans le second cas, si la facture mensuelle d'eau est émise au nom du propriétaire du terrain et souvent payée par celui-ci, les enfants sont plus ou moins indépendants pour la gestion d'autres questions économiques, à l'instar de la construction de leur maison. Ainsi, le cas de Tuti peut s'avérer utile pour observer le décalage existant entre la définition administrative du groupe de partage de l'eau et les pratiques concrètes des habitants de l'île. Pour l'administration urbaine, le responsable du paiement est en effet l'homme propriétaire du terrain, au nom duquel est émise la facture mensuelle, mais il arrive qu'elle soit acquittée par d'autres membres de la famille, dont des femmes (§ 5.3.1). Plus encore, cet écart s'exprime lorsqu'une même parcelle contient plusieurs maisons indépendantes en termes spatiaux et économiques, mais qui partagent une même arrivée d'eau et une facture unique (§ 5.2.3).

A Caño de Loro, nous avons en outre remarqué que des enfants ayant quitté la maison parentale continuaient à dépendre économiquement de leurs parents. Le partage de l'eau

³⁴⁷ Pour un compte-rendu des différents travaux anthropologiques adoptant cette perspective, voir le travail de Jane Guyer (1981), notamment les pages 97-98.

témoigne alors des liens économiques importants unissant ces groupes domestiques pourtant spatialement indépendants (§ 4.2.3). A ceci s'ajoute l'importante mobilité des individus qui, comme nous l'avons noté, peuvent passer de longues périodes à Carthagène, voire dans d'autres villes ou à l'étranger en contribuant parfois à l'économie de leur famille restée sur place. Les habitants de Caño de Loro peuvent également recevoir des visites prolongées de parents et d'amis qui, sans habiter de manière permanente dans la même enceinte, participent souvent pendant de longues périodes à des activités de consommation diverses : eau, aliments, espace, etc. (§ 4.1).

Bien que faisant partie de la sphère économique, la gestion de l'eau n'a pas été mobilisée dans ce travail pour produire une définition particulière des groupes de partage, comme celle d'« unité domestique ». Elle s'est révélée plutôt utile pour montrer, comme certains travaux l'ont déjà expliqué (GUYER 1981), que les notions de « maison » ou de « ménage » désignent des espaces à la fois relationnels et physiques qui demeurent constamment produits et redéfinis par des négociations diverses entre les individus. Il convient dès lors de souligner que les spatialités et les groupes auxquels renvoient ces notions sont non seulement susceptibles de changer dans le temps et selon les situations, mais peuvent aussi faire l'objet de définitions diverses de la part des habitants de chaque village, ou encore des urbanistes et des administrateurs chargés de l'approvisionnement en eau des villes.

6.2. La création et récréation de l'espace commun : partage inter-domestique de l'eau

Au-delà de l'espace domestique, la vie dans la rue et les dynamiques quotidiennes qui s'y déroulent renvoient à des réalités très différentes selon que l'on se trouve à Tuti ou à Caño de Loro, divergences qui s'incarnent dans les conceptions de la pudeur, les rapports de genre – liés notamment à la question religieuse – ou encore les prescriptions pour « se montrer » au-delà de la sphère domestique. Pour autant, ces contrastes s'expriment aussi de manière visible en ce qui concerne les formes d'accès et de gestion de l'eau. A Caño de Loro, il existe une grande activité dans la rue et les gens passent beaucoup de temps dehors, dans les *enramada* et dans les porches et l'eau aussi circule en continu. Dans le cas de Tuti, on remarque qu'il y a moins de monde dans les rues, les gens se réunissant plus facilement dans les maisons alors que l'on compte peu de lieux de rencontre au quotidien au-delà de l'espace d'habitation, des mosquées et des commerces. En règle générale, l'eau arrive directement dans les maisons et les échanges entre ménages sont donc moins nombreux et visibles qu'à Caño de Loro.

Dans les deux cas étudiés, nous avons pourtant noté l'existence de transactions d'eau dans les rues ainsi qu'une certaine circulation des dispositifs pour le transport ou le captage de la ressource : transferts par des tuyaux entre les habitations, mise à disposition d'eau dans la rue et emprunts de motopompes à Tuti (§ 5.4) ; vente et achat entre maisons, parfois don entre parents, prêts de chéneaux et de récipients à Caño de Loro (§ 4.4.4). En partant de l'idée selon laquelle les déplacements des gens constituent l'un des actes fondateurs de l'espace quotidien (MAYOL 1994), nous avons pu affirmer tout au long de ce chapitre que le transport et le déplacement des parts d'eau ou des dispositifs nécessaires à son accès contribuent au maintien et à la reproduction quotidienne de la socialité inter-domestique et ce, dans chacun des deux cas étudiés. A cet égard, la rue a été identifiée dans les études anthropologiques en milieu urbain, et à partir de contextes fort différents, comme un espace de grande portée comparative (AGIER 2009)³⁴⁸. Scène des transactions que nous décrivons, la rue devient le lieu qui nous permet de mettre en perspective les villages de Tuti et Caño de Loro pour aborder à la fois les espaces de partage créés pour l'accès à l'eau et la dimension collective de la gestion de celle-ci.

6.2.1. Les spatialités de l'eau

Nous avons noté que les échanges d'eau entre parents ou voisins produisent des espaces d'interaction tant à Tuti qu'à Caño de Loro, bien qu'ils restent le plus souvent temporaires dans les deux cas. Il importe néanmoins de souligner que l'ampleur des espaces de partage, le nombre de personnes impliquées dans les échanges et les clivages sociaux qui en résultent sont divers selon le village étudié.

Bien que les rassemblements autour d'un point d'eau soient rares à Tuti depuis la clôture des puits dans les années 1980, le besoin d'échange s'impose fréquemment, soit en raison des coupures chroniques, soit par l'inégale répartition de l'eau dans l'ensemble du réseau. Les *sabīl* (§ 5.4.4) ainsi que les robinets des maisons en construction (§ 5.4.2) constituent alors des points d'eau publics accessibles à quiconque se trouvant dans le besoin. Dans ces lieux, l'accès à la ressource est impersonnel – sauf si l'utilisateur a connu l'ancêtre auquel le *sabīl* est dédié – et ils suscitent rarement des affluences importantes. Pour demander

³⁴⁸ Pour Michel Agier, l'un des lieux paradigmatiques de cette espace de relation inter-domestiques est la rue. A ce propos, il montre que des espaces communs articulés sur celle-ci portent des noms spécifiques dans les langages urbains locaux selon les villes. Il parle ainsi des *avenidas* à Salvador de Bahia, des *puentes* des villes du littoral pacifique colombien, des *vecindades* à Mexico, des *cortiços* à Sao Paulo, des *callejones* à Lima et des *rōji* à Tokyo (AGIER 2009, p. 74).

de l'eau directement dans une maison, les voisins qui ne sont pas de la famille peuvent entrer dans la cour qui est un lieu mitoyen entre l'espace privé de la maison et celui plus anonyme de la rue (§ 5.4.1). Bien que les échanges d'eau y soient réguliers, ces espaces ne se transforment pas pour autant en lieux publics. Enfin, l'idée de prendre la ressource à partir des canaux collectifs d'irrigation – qui doivent être compris comme des lieux anonymes en relation à l'espace habité du village auquel appartient l'eau de consommation – semble s'imposer en dernier recours après avoir essayé sans succès d'autres formes d'échange. Les affinités et les clivages sociaux qui résultent de l'observation de ces échanges se distribuent sur un spectre allant des individus considérés les plus proches – ceux de la famille – jusqu'à ceux qui sont considérés comme étant les plus éloignés – les populations de l'Ouest du Soudan, différentes, entre autres, par l'origine et le statut professionnel – en passant par les amis et les voisins.

Par ailleurs, l'accès et la distribution de l'eau suscitent des spatialités fort diverses à Caño de Loro (§ 4.4.1), les échanges pouvant avoir lieu dans les porches lorsque le vendeur passe de maison en maison, dans le *patio* du porteur d'eau, dans les abris construits dans la rue – qui deviennent parfois des commerces – ou encore dans des lieux anonymes comme des plages de déchargement. Ces modalités de distribution de la ressource occasionnent le concours d'un nombre divers de personnes depuis l'interaction dyadique du vendeur et de l'acheteur jusqu'à la réunion de dizaines de personnes dans le même espace. Leur durée est aussi variable entre ceux qui ne durent que le temps du déchargement de l'eau et ceux qui ont un caractère plus permanent. Ces lieux de distribution de l'eau, où s'échangent aussi d'autres denrées – mais aussi des informations, des nouvelles et où éclatent parfois des disputes – ont la potentialité de devenir des espaces publics avec toute la potentialité politique que ceux-ci comportent en tant qu'« agencement de domaines contestés et contestables » (JOSEPH 1996, p. 108).

L'observation de ces différentes formes de distribuer l'eau introduit une différenciation sociale visible entre le Barrio Arriba et le Barrio Abajo (§ 4.4.2). Comme nous nous sommes efforcés de le montrer, cette fragmentation est complexe et mobilise à la fois des aspects historiques, des modalités d'occupation de l'espace et des questions économiques. Dans la pratique, ce contraste est moins net dès lors que les individus déménagent d'un quartier à l'autre et que des membres d'une même famille habitent dans les deux quartiers. Cette segmentation n'est pas sans rappeler celle qui existe à Tuti entre l'« ancien village » et les nouvelles extensions résidentielles. Dans les deux cas, cette différenciation spatiale

mobilisant des aspects historiques et socioéconomiques permet à nos interlocuteurs d'exprimer l'écoulement du temps : l'expansion démographique, le changement dans les modes de vie, ainsi que l'histoire collective du partage des ressources et de l'occupation de l'espace.

6.2.3. *La gestion collective de l'eau*

Les différentes formes de distribution de l'eau évoquées tout au long de cette partie ont suscité un questionnement concernant la dimension collective de la gestion de cette ressource. Certains auteurs ont défini les droits collectifs à l'eau, dans les systèmes d'irrigation comme « les demandes sur le contrôle et l'utilisation de l'eau par l'organisation d'utilisateurs vis-à-vis d'autres instances, individuelles ou collectives, dont l'intérêt peut entrer en collision avec la leur »³⁴⁹. A partir de cette définition, il ne semble pas possible d'évoquer dans les deux cas étudiés l'existence d'une gestion collective ou d'une conception de l'eau en tant que bien commun. Celle-ci n'apparaît pas non plus dans le sens de l'existence de règles explicites de partage ni dans l'action d'une institution formelle ou d'une autorité locale reconnue qui garantirait les échanges ou gérerait les conflits autour de l'accès à l'eau.

A partir de l'analyse de différents contextes, Karen Bakker définit différentes types de gestion collective de l'eau ou de ce qu'elle appelle une « gouvernance de l'approvisionnement en eau basée sur la communauté »³⁵⁰ : à commencer par les *commons* – biens communs³⁵¹ – quand les utilisateurs de la ressource en sont les propriétaires ou détiennent l'usufruit des sources locales ; ensuite, lorsque les usagers sont propriétaires des infrastructures ; et enfin, quand ils se sont vus accorder par l'Etat un certain degré de contrôle sur l'eau (BAKKER 2008, p. 243). L'auteur affirme que ces modalités sont une voie alternative de gestion de l'eau à une régulation étatique ou privée. Si Tuti apparaît comme un exemple local de gestion étatique de l'eau, le cas de Caño de Loro relèverait davantage de formes privées. Dans ces deux exemples, nous avons cependant décelé certains aspects qui renverraient à une conception de l'eau comme ressource commune et partagée.

³⁴⁹ « *Collective water rights are the demands on water use by the organization of users in an irrigation system vis-à-vis other persons (individuals or collectives), whose interests may collide with their own* » (BECCAR et al. 2002, p. 3).

³⁵⁰ « *Community-based water supply governance* » (BAKKER 2008, p. 243).

³⁵¹ Barbara Casciarri et Mauro Van Aken notent qu'il est préférable de garder le terme en anglais d'une part parce qu'il fait référence à un débat issu originellement de la littérature anglophone, mais aussi parce que sa traduction en tant que « bien commun » réduit l'observation aux seules ressources matérielles en excluant les relations et les institutions propres aux dynamiques de partage (CASCIARRI 2013a ; CASCIARRI et VAN AKEN 2013).

A Caño de Loro, nous avons noté l'existence d'une vision systémique de la disponibilité de l'eau. Bien que les points d'eau ne soient pas reliés entre eux, les gens pensent en effet la disponibilité de la ressource pour l'ensemble du village : les porteurs d'eau calculent la fréquence des traversées en fonction des besoins des femmes ; celles-ci tiennent compte de l'intensité de la saison des pluies tout en estimant la quantité qu'il peut y avoir à un moment donné dans d'autres points d'eau du village afin de rythmer le don ou la vente aux voisins (§ 4.3.2) ; le propriétaire de la citerne affirme quant à lui pourvoir un service à la « communauté » bien qu'il s'agisse en même temps d'une activité commerciale. En outre, les négociations quotidiennes entre les femmes et les porteurs d'eau ou les échanges de certains objets entre voisines articulent les groupes domestiques avec un espace de partage plus large.

A Tuti, c'est par le branchement des nouvelles maisons au réseau collectif que les gens deviennent matériellement interdépendants pour l'accès à l'eau. Nous avons cependant noté qu'il est communément admis que celui qui possède la ressource, qu'importe le moyen utilisé, se doit de la redistribuer gracieusement auprès de ses voisins ou à quiconque en aurait besoin. Cette valeur morale du don d'eau dirige les échanges quotidiens et témoigne d'une conception de cette ressource comme élément de partage.

Dans les exemples de Tuti et de Caño de Loro, la dimension commune de la gestion ou de l'appropriation de l'eau ne suit donc pas une expression énoncée formellement et ne peut être expliquée selon une définition positive comme celle de « gestion collective » ou de « propriété commune », bien que ces aspects ne soient pas non plus une affaire individuelle. La dimension collective de l'eau peut surtout être comprise, dans ces deux contextes, par les échanges quotidiens et par la production de spatialités communes, souvent temporaires et non institutionnalisées. Il importe toutefois de signaler que ces échanges peuvent impliquer des relations très diverses : celles-ci sont parfois exprimées dans le langage de la parenté, dans le sens de l'amitié ou selon la proximité spatiale alors que dans d'autres cas elles mobilisent l'appartenance à un secteur du village ou se déclinent en échanges marchands à Caño de Loro. Ces divers partages de l'eau relèvent d'un « familialisme » des relations urbaines tel qu'il est décrit par Michel Agier (1992).

Outre la construction de cet espace familial, les différentes pratiques d'échange – aussi diverses ou aléatoires qu'elles puissent paraître – et les stratégies mises en place par les habitants face au système urbain d'approvisionnement en eau – qu'elles soient individuelles ou collectives, durables ou temporaires – apparaissent fondamentales : ces tactiques

permettent aux gens des deux villages d'accéder à la ressource au quotidien au-delà des dysfonctionnements et des inégalités du système urbain d'approvisionnement en eau. Dans les deux cas étudiés, ces stratégies paraissent indiscutablement efficaces, bien qu'une telle efficacité semble moins la conséquence d'une performance technique que la résultante des solidarités locales qui font marcher le système, ce qui rejoint les observations de certains auteurs dans des contextes pourtant bien différents (BEDOUCHA 2003).

TROISIEME PARTIE.

STRATEGIES D'ACCES AUX RESSOURCES LOCALES : DECENTRALISATION POLITIQUE ET PLANIFICATION URBAINE.

Si Carthagène et Khartoum ont fait l'objet d'importants projets de planification urbaine tout au long du XX^e siècle, il faut attendre les deux dernières décennies pour que les villages de Tuti et Caño de Loro soient véritablement concernés par des programmes de développement urbain. Ces derniers visent d'une part à réguler l'usage et l'occupation de la terre, et d'autre part à mettre en place ou à améliorer des infrastructures collectives, dont le réseau d'adduction d'eau. Or, outre les projets d'aménagement urbain, la décentralisation politique entamée au Soudan et en Colombie depuis les années 1990 concerne aussi directement ces ressources puisque les institutions locales chargées officiellement de leur gestion ont fait l'objet d'importantes réformes. Décentralisation politique et planification urbaine évoluent donc en forte synergie et produisent des situations privilégiées pour étudier les relations qu'entretiennent les individus et les groupes avec des ensembles plus vastes, comme l'Etat, et avec des acteurs sociaux divers autour de la gestion et de l'usage de l'eau de consommation et de la propriété foncière³⁵².

Chacune des deux villes dispose d'un texte de référence pour le développement urbain : le *Khartoum Structural Plan Mefit-Centec (2007- 2033)* (KSP) et le *Plan de Ordenamiento Territorial del Distrito Turístico y Cultural de Cartagena de Indias 2001 – 2011* (POT). Bien que les deux textes comportent des ressemblances importantes, communes

³⁵² Les projets d'aménagement urbain ont constitué l'un des objets d'étude abordés par l'anthropologie contemporaine proposée par Gerard Althabe, pionnier de l'anthropologie urbaine en France. L'ouvrage co-écrit avec Monique Sellim et Bernard Légé témoigne de l'intérêt des projets d'aménagement urbain comme objet d'étude anthropologique (ALTHABE et al. 1992).

à toute politique de planification urbaine³⁵³, chacun a ses particularités. A Khartoum, les principaux concepteurs des projets sont les firmes internationales de planification tandis qu'à Carthagène, ils sont développés par la municipalité en collaboration avec d'autres instances publiques – la direction des Parcs Nationaux Naturels ou le Ministère du Logement. De plus, le secteur privé participe dans les deux villes à des projets d'aménagement pour des zones précises ainsi qu'à la mise en place et au fonctionnement de certains services collectifs. A cela s'ajoute l'intervention d'autres acteurs dont les entrepreneurs touristiques à Carthagène ou les agences internationales de développement –Habitat Group, UN habitat ou l'Humanitarian Policy Group – qui évaluent les projets d'urbanisation à Khartoum. La participation de ces intervenants est en partie facilitée par les nouvelles réformes qui préconisent la décentralisation des instances de gestion des ressources dans les deux pays.

Les réformes politiques des années 1990 et les projets de planification urbaine ont une importante dimension normative. Or, certains auteurs affirment, de manière générale, que toutes les actions qui visent à inventorier, à classifier et cartographier la nature et les populations constituent des actions cruciales dans la tentative de réguler la gestion des ressources de la part de l'Etat (FOUCAULT 1994a, 1994b ; SCOTT 2013). A ce propos, Michel Foucault évoque la notion de « gouvernementalité », un type de pouvoir qu'il définit comme « l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, bien que complexe, de pouvoir, qui a pour cible principale la population (...) » (FOUCAULT 1994a, p.655) et note que cette rationalité de gouvernement peut imprégner le fonctionnement de nombreuses sphères et institutions en dehors de celles de l'Etat. Ainsi, la comparaison des projets de planification urbaine et de décentralisation politique qui, avec des objectifs parfois très proches, impliquent pourtant des acteurs variables, est intéressante pour observer la propagation de cette « gouvernementalité » à Khartoum et à Carthagène.

S'il est vrai que ce type de pouvoir s'étend, il convient toutefois de signaler, en suivant les travaux de Michel de Certeau, que la société ne s'y réduit pas entièrement (DE CERTEAU 1990). Ainsi, cet auteur invite à observer les procédures, « minuscules et quotidiennes » à travers lesquelles les individus « jouent avec les mécanismes de la discipline et ne s'y conforment que pour les tourner » (DE CERTEAU 1990, p. xxxix). A partir de cette

³⁵³ Le KSP et le POT de Carthagène se concentrent de manière générale sur (1) la définition des usages des terres qui nécessitent souvent la clarification préalable de la propriété de celles-ci ; (2) la régulation des établissements de population ; (3) le maintien et le développement des infrastructures collectives et des services de base.

observation, il convient de formuler la question suivante : au sein des projets d'aménagement urbain, quels sont les moyens développés par les différents acteurs impliqués dans la gestion ou l'exploitation de l'eau et de la terre à Tuti et à Caño de Loro pour maintenir ou accroître leur pouvoir d'action sur ces ressources ? Cette problématisation sous-entend un questionnement relatif aux impacts réels des décisions prises à une échelle plus large sur la gestion quotidienne des ressources hydriques et foncières par les habitants de la ville.

Néanmoins, l'analyse de cette question par le biais de la gestion de l'eau n'est pas nouvelle : Joost Fontein note que la confrontation des travaux d'Edmund Leach (1959) et de Karl Wittfogel (1964) a ouvert la réflexion sur les relations de pouvoir autour des systèmes matériels et symboliques de gestion de l'eau en regard d'ensembles plus vastes, à l'instar de l'Etat : alors que le premier auteur souligne le lien entre la gestion de l'eau d'irrigation et la centralisation du pouvoir, le second note le rôle autonome des petits villages et de leurs assemblées à Ceylan – actuel Sri Lanka – dans des systèmes d'irrigation qui demeuraient localement organisés (FONTEIN 2008, pp. 753-4). Dès lors, les rapports unissant les individus et les collectifs locaux avec des ensembles plus larges ont progressivement constitué une problématique commune dans les réflexions anthropologiques autour de la gestion de l'eau (FONTEIN 2008 ; CASCIARRI et VAN AKEN 2013). Si cette approche a principalement été développée dans l'étude des systèmes d'irrigation, une réflexion croissante a émergé récemment autour des relations qui se tissent entre différents acteurs au travers des systèmes d'acheminement et approvisionnement d'eau de consommation, aussi bien dans le monde rural (BENDER 2008 ; CASCIARRI 2008 ; JANSSENS et THILL 2013) qu'en milieu urbain (STRANG 2004 ; COELHO 2006 ; MUSEMWA 2008 ; VON SCHNITZLER 2008 ; ANAND 2011 ; ARANGO 2015b).

Mais qu'il s'agisse de l'eau d'irrigation ou de consommation, des terres agricoles ou d'habitation, dans les villes ou à la campagne, une précaution méthodologique est nécessaire à ce stade. Il s'agit de se garder d'une vision dualiste qui viendrait essentialiser les termes de la relation : en l'occurrence, l'Etat, les agences de développement et le secteur privé d'une part ; et d'autre part la « communauté », le village et les « petits collectifs ».

Comme certains auteurs l'ont déjà souligné, l'Etat n'est pas seulement un appareil bureaucratique neutre (BERNAL 1997 ; FERGUSON et GUPTA 2002 ; SCOTT 2013) ou une notion universellement acceptée : il s'agit d'un objet de production symbolique puisque les différents acteurs sociaux façonnent des représentations particulières de l'Etat selon leur

situation et leur contexte. Plus encore, l'appareil étatique ne se construit pas entièrement en dehors des acteurs locaux, mais les implique, par différents biais, dans ses logiques et son fonctionnement. Dans le même sens, les agences de développement peuvent être comprises comme des « communautés » qui opèrent des transactions sociales et symboliques (MOSSE 2006a, p. 938) et qui produisent des représentations particulières des sujets et des collectifs avec lesquels ils sont en interaction.

En ce qui concerne les populations locales, certains anthropologues invitent à observer de près la définition de leurs modes d'organisation et de leurs institutions en affirmant qu'en grande partie, ce qui est désigné en tant que « communauté traditionnelle » n'existerait pas indépendamment de l'État mais serait inventé administrativement en tant que moyen privilégié pour l'exercice de stratégies gouvernementales (MOSSE 2006c, p. 62). L'auteur fait ici référence à une sorte d' « invention » de la communauté traditionnelle dans les discours dominants au sein des experts du développement : nous proposons d'explorer cette piste d'analyse dans le cadre de la décentralisation politique et de la mise en place de projets d'aménagement urbain à Caño de Loro et à Tuti.

Si ces mises en garde concernent la définition des acteurs et des institutions impliqués dans les échanges autour de la gestion des ressources – « communautés », Etat, entrepreneurs, agents de développement –, il est aussi nécessaire de nuancer leur relation réciproque. A cet égard, Asef Bayat (1997) remarque l'ambivalence récurrente qui traverse à la fois les actions de l'Etat et celles des citoyens quant aux désirs d'autonomie et à la volonté d'intégration:

« (...) Les notions d'autonomie et d'intégration, qu'elles soient issues des populations pauvres ou de l'Etat, sont loin d'être sans ambiguïté. Elles sont l'objet de processus contradictoires, de redéfinitions constantes et d'intenses négociations (...) Au-delà, les Etats, de même que les populations urbaines pauvres, présentent aussi des positions contradictoires sur l'autonomie et l'intégration. La plupart des gouvernements ont tendance, en pratique, à promouvoir l'autonomie comme un effort pour transférer des responsabilités à leurs citoyens, ils encouragent donc l'initiative individuelle, l'auto-assistance et les ONG (...) [Mais] en même temps, les gouvernements montrent de l'appréhension à perdre de l'espace politique. Il n'est pas rare d'observer des Etats mettant en œuvre des politiques simultanément contradictoires à la fois pour promouvoir et pour limiter les institutions autonomes et informelles »³⁵⁴.

³⁵⁴ « (...) the notions of autonomy and integration in views of both the poor and the state are far from straightforward. They are the subject of contradictory processes, constant redefinition and intense negotiation (...) Beyond that, just like the poor, the states also exhibit contradictory stands on autonomy and integration. Most governments tend in practice to promote autonomy as an effort to transfer their responsibilities to their citizens, hence encouraging individual initiative, self-help, NGOs, and so forth (...) [however] governments, at the same time, display apprehension about losing political space. It is not uncommon to observe states

Face à ces difficultés méthodologiques, notre hypothèse comporte trois volets. En premier lieu, nous partons de l'idée que les catégories d'autodéfinition et d'attribution surgissent dans des échanges précis plus qu'ils ne les précèdent, en suivant les travaux d'Elisabeth Cunin (2003) qui s'inscrivent dans un « situationnisme méthodologique » (CUNIN 2003, p. 22). Nous prêterons donc une attention particulière aux caractéristiques qui sont attribuées aux habitants de Tuti et Caño de Loro et aux images qu'ils mobilisent d'eux-mêmes lors de certains échanges concernant l'eau et les terres. Ensuite, à partir de la relation entre identité ethnique et ressources matérielles formulée par Frederik Barth (1995, p. 229), nous affirmons que les individus jouent sur un éventail, certes limité, de caractéristiques individuelles et collectives, et sur différentes définitions de l'eau et de la terre pour négocier leur emprise sur celles-ci³⁵⁵. Enfin, dans la continuité des travaux de Michel de Certeau (1990, 1994) et d'Asef Bayat (1997), nous nous attarderons sur les actions quotidiennes, aussi bien individuelles que collectives, qui visent à accroître la marge de manœuvre acteurs sociaux sur les ressources en les analysant selon leur efficacité et leur portée politique.

Nous allons nous appuyer ici sur différents documents : décrets, lois, projets de planification urbaine, rapports d'évaluation, articles de journal, plaintes ou factures. La mise en relation de textes produits par des ensembles d'acteurs divers – habitants, urbanistes, hommes politiques, journalistes³⁵⁶ – nous permet de voir comment ceux-ci interagissent autour de la gestion des ressources. Ce choix fait référence à la proposition de « principe de symétrie » évoquée par Bruno Latour :

« On peut considérer les sauvages, les malheureux exclus, le bon peuple et les savants dans les mêmes termes. Non pas du tout pour confondre ce qu'ils font, mais pour étudier, au contraire, les ressources qu'ils utilisent pour faire la différence entre ce qu'ils disent et ce que les autres disent (...). Le principe de symétrie, ce n'est pas confondre les scientifiques et les autres (mais c'est) tarer ou calibrer la balance au début (pour) identifier les ressources qui produisent une asymétrie » (1994 : 14-15).

implementing simultaneously conflicting policies of both promoting and restricting autonomous and informal institutions » (BAYAT 1997, pp. 60-1).

³⁵⁵ L'imbrication entre catégories d'appartenance et gestion des ressources fait l'objet de l'anthropologie de longue date. Le travail de Gunnar Haaland sur le Darfour (Soudan), présenté dans le recueil d'articles fait par Frederik Barth, est pionnier dans l'analyse des manières dont les catégories d'appartenance sont mobilisées pour augmenter la marge d'action sur les ressources (HAALAND 1969).

³⁵⁶ Jacques Gutwirth affirmait déjà en 1987, dans un texte traitant de l'enquête ethnologique en ville, le nombre de documents « tout faits » qu'offre la recherche en milieu urbain : « cassettes de groupes religieux, articles savants et nombreuses publications journaux, périodiques, opuscules, pamphlets, littérature professionnelle tracts publicitaires (...) » (GUTWIRTH 1987, p. 4). Dans cette partie de notre travail, ces différents documents seront traités en tant que matériel ethnographique susceptible d'être analysé.

Ensuite, il s'agit de comparer ces documents avec les pratiques que nous avons observées sur le terrain. Cette confrontation indique parfois des écarts entre textes et pratiques, mais aussi des réinterprétations diverses de la part des acteurs impliqués dans l'interaction. Il en ressort que les projets de planification, les lois et les décrets constituent des champs de pouvoir dynamiques plus que des impératifs garants d'une transformation effective : ils permettent à la fois la contestation des normes et la confrontation entre des acteurs divers pour la réinterprétation de celles-ci.

Afin de rendre compte de la dimension politique de ces textes – non pas dans leurs aspects normatifs, mais en tant que champs de contestation et de négociation –, nous allons nous intéresser particulièrement à la définition des individus, des populations et des ressources qui surgissent dans ce corpus de documents et dans des transactions précises. Nous analyserons donc, pour chacun de nos terrains, ces définitions à partir de trois aspects.

Le premier d'entre eux porte sur les instances locales qui sont chargées en principe de la gestion des ressources. Ces institutions ont pu être créées de toutes pièces ou transformées par les politiques de décentralisation des années 1990, tandis que d'autres ont émergé en dehors de cet ensemble de réformes. Les unes et les autres rentrent en relation – qu'il s'agisse d'opposition ou d'adhésion – avec les projets de planification urbaine qui concernent les villages de Tuti et de Caño de Loro.

Ensuite, le deuxième aspect renvoie aux conflits qui surgissent autour des questions foncières. Certains d'entre eux portent sur la classification des terres selon les projets de planification urbaine et mettent en relation les propriétaires terriens des deux villages avec les instances gouvernementales et les planificateurs urbains. D'autres conflits portant sur l'usage, la vente ou l'achat des terres opposent les propriétaires fonciers entre eux ou concernent de nouveaux acheteurs comme les touristes dans le cas de Caño de Loro, ou les entrepreneurs qui développent des projets urbains dans le cas de Tuti.

Le troisième aspect fait référence aux modes d'accès à l'eau du réseau urbain pour les habitants des deux îles. Ces négociations lient les habitants de Caño de Loro aux marchands d'eau de la ville, mais aussi à l'entreprise chargée de la distribution de l'eau à Carthagène par le biais des porteurs d'eau du village. Tandis qu'à Tuti, ce sont les responsables de ménage qui établissent des relations directes avec les fonctionnaires de l'institution chargée de la gestion de l'eau à Khartoum, et par là même avec l'Etat.